

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LE RETOUR À LA RENTABILITÉ DU SECTEUR PRIVÉ PALESTINIEN

L'année 2025 s'est déroulée dans un environnement particulièrement contraint. La poursuite de la guerre à Gaza pour la troisième année consécutive, l'intensification des restrictions en Cisjordanie et la crise budgétaire de l'Autorité palestinienne ont pesé sur la demande intérieure, la liquidité et la confiance des investisseurs. Malgré ces pressions, le secteur privé palestinien a démontré une capacité d'adaptation notable, fondée sur la maîtrise des coûts, la diversification des marchés et un renforcement progressif de la gouvernance financière.

LE CHIFFRE À RETENIR

296 M \$

BÉNÉFICES NETS EN 2025
DES SOCIÉTÉS COTÉES
EN BOURSE DE PALESTINE

Sur le plan macroéconomique, le PIB palestinien a progressé d'environ 4 % en 2025, porté par une reprise fragile en Cisjordanie malgré la poursuite de la contraction à Gaza. Toutefois, le niveau du PIB demeure inférieur d'environ 24 % à celui de 2023, illustrant l'ampleur des pertes accumulées. Les projections pour 2026 tablent sur une croissance comprise entre 4,1 % et 4,5 %, sous réserve d'une stabilisation politique et de l'avancement des efforts de reconstruction.

Sur le plan monétaire, les dépôts bancaires ont atteint près de 22 Mds USD (+15 %), tandis que le ratio prêts/dépôts est tombé à 55 % au troisième trimestre 2025, contre 59 % fin 2024 et 65 % en 2023, traduisant un resserrement du crédit. Le taux de créances douteuses a atteint 5,3 % contre 5 % un an plus tôt. Par ailleurs, 5,7 M de chèques ont été traités pour une valeur totale de 20,25 Mds USD, dont 602 000 chèques ont été rejetés pour insuffisance de provision représentant 1,37 Md USD, soit 10,5 % en nombre et 6,8 % en valeur, en baisse par rapport à 2024. Dans le même temps, l'encours total des crédits et facilités en Palestine a progressé de 4,2 % en 2025 sur une base annuelle, selon les données de l'Autorité monétaire palestinienne. Les prêts et facilités ont augmenté d'environ 0,5 Md USD entre 2024 et 2025, atteignant 11,5 Mds USD à fin 2025 contre 11 Mds USD un an plus tôt.

Dans ce contexte, la Bourse de Palestine a enregistré un net redressement. Les sociétés cotées ont dégagé 296 M USD de bénéfices nets en 2025 contre 95 M USD en 2024. Sur 45 entreprises ayant publié leurs résultats, 38 ont réalisé des profits totalisant 307 M USD, tandis que 7 sociétés ont enregistré des pertes limitées à environ 11 M USD. La capitalisation boursière a été soutenue par la performance des valeurs bancaires et par la progression de plusieurs grandes capitalisations.

Les bénéfices consolidés des sept banques cotées ont atteint 81,4 M USD en 2025, contre une perte de 22,4 M USD en 2024, six banques sur sept redevenant bénéficiaires. Le groupe Bank of Palestine affiche 57 M USD de bénéfice net après une perte de 28 M en 2024 ; ses revenus d'intérêts atteignent 275,5 M USD contre 261,1 M (+5,5 %) et sa capitalisation s'élève à 432,7 M USD avec une hausse boursière de 3,87 %. La National Bank (TNB) affiche une capitalisation de 165,1 M USD (+21,67 %). Quds Bank atteint 141,1 M USD (+14,29 %) et ses revenus

d'intérêts reculent à 68,7 M USD contre 77,9 M. Arab Islamic Bank enregistre 5,38 M USD de bénéfice net contre 1,12 M en 2024 (+380 %), des revenus totaux de 89,47 M USD et des revenus de financement de 73,64 M USD ; sa capitalisation atteint 119,3 M USD (+8,26 %). Palestine Islamic Bank dégage 5,25 M USD de bénéfice net, des revenus de financement de 50,5 M USD (contre 53,8 M USD) et une capitalisation de 143,1 M USD (-5,59 %). La Palestine Investment Bank atteint 104,8 M USD de capitalisation (+1,55 %) et 61,85 Ms USD de revenus d'intérêts. Safa Bank réduit sa perte à 2,62 M USD contre 8,13 M USD en 2024, avec des revenus de financement de 9,67 M USD et une capitalisation de 44,6 M USD (0 %). Les revenus d'intérêts agrégés du secteur atteignent 573,98 M USD contre 576,91 M en 2024.

Le secteur des assurances, bien que confronté à un environnement économique tendu, est demeuré bénéficiaire en 2025 avec un résultat net consolidé de 14,5 M USD pour les huit compagnies cotées, contre 16,2 M USD en 2024, soit un recul de 10,5 %. Malgré ce léger tassement global, le secteur confirme sa résilience et sa capacité à maintenir une rentabilité positive dans un contexte de ralentissement économique.

Globalement, l'année 2025 traduit une consolidation prudente du secteur privé palestinien, davantage axée sur la stabilité financière, la gestion des risques et le renforcement des fonds propres que sur une expansion rapide. Cette évolution confirme une résilience structurelle accrue et le rôle central des entreprises dans le maintien des équilibres économiques nationaux.

Service Économique de Jérusalem

ÉGYPTE

1. STRATÉGIE D'EXPORTATIONS DE SERVICES D'EXTERNALISATION NUMÉRIQUE

Le gouvernement égyptien ambitionne de porter les [exportations de services d'externalisation numérique](#) (« digital outsourcing ») à 12 Mds USD d'ici 2029, contre 5,14 Mds USD en 2025 (2 Mds USD en 2021), avec un objectif de croissance annuelle supérieure à 30 %, contre 12 % en moyenne auparavant. Cette stratégie s'accompagne d'un fort développement de l'emploi, passé de 90 000 postes en 2021 à 181 000 en 2025, et attendu à 630 000 d'ici 2029, selon le ministre des Communications et des Technologies de l'information. Cette dynamique s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie numérique nationale et de la seconde phase de la stratégie IA 2025-2030, l'Égypte ayant gagné 60 places dans l'indice *Government AI Readiness d'Oxford Insights* depuis 2019. En parallèle, le secteur du design électronique regroupe 84 entreprises générant 560 M USD d'exportations, avec un objectif de 1 Md USD d'ici 2030. Au-delà des services, le gouvernement met également en avant le développement de l'industrie technologique, avec une production locale de téléphones mobiles portée à 10 millions d'unités en 2025 (contre 3,2 millions en 2024).

2. SUCCÈS RAPIDE POUR LES « CITIZEN BONDS »

L'initiative des « [Citizen Bonds](#) », lancée par le ministère des Finances et distribuée exclusivement *via Egypt Post*, a levé 350 M EGP (7,3 M USD) en deux jours, témoignant d'une forte demande, notamment en Haute-Égypte. Ce nouvel instrument de dette souveraine permet aux particuliers d'investir directement dans des titres publics *via* un réseau de plus de 4 300 bureaux de poste, afin de renforcer l'inclusion financière et capter l'épargne des ménages non bancarisés. Les obligations offrent un rendement annuel fixe de 17,75 % net d'impôts, versé mensuellement sur une maturité de 18 mois, avec une souscription minimale de 10 000 EGP (208 EUR). Dans un contexte où l'inflation urbaine est revenue à 11,9 % en janvier 2026, ce taux procure un rendement réel positif, renforçant l'attractivité du produit pour les ménages. Ce lancement intervient dans un contexte d'assouplissement monétaire par la Banque centrale,

qui a abaissé ses taux directeurs de 100 points de base en février.

3. LE FMI APPROUVE DE NOUVELLES MESURES SUR LES PROGRAMMES EN COURS

Le 25 février, le [Conseil d'administration du FMI](#) a achevé l'examen des cinquième et sixième revues du programme au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et de la première revue de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), permettant le décaissement d'environ 2,3 Mds USD (2 Mds USD au titre de la FEC et 273 M USD au titre de la FRD), portant à 5,2 Mds USD le montant total décaissé au titre de ces deux facilités. Par ailleurs, la facilité élargie de crédit, approuvée le 16 décembre 2022 pour une durée de 46 mois, est prolongée jusqu'au 15 décembre 2026. Le FMI souligne l'amélioration du cadre macroéconomique et le rebond de l'activité économique, soutenus par la politique monétaire et budgétaire menée par les autorités. L'amélioration de la position extérieure du pays, conjuguée au maintien d'un régime de change flexible, a contribué à la hausse des réserves brutes. Toutefois, le Fonds relève des retards persistants dans la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment en matière de désengagement de l'État et de cessions d'actifs publics, ainsi que des vulnérabilités liées au niveau élevé de la dette publique et aux besoins de financement. Le FMI appelle à accélérer la réduction de l'empreinte de l'État, à renforcer la mobilisation des recettes fiscales et la gestion de la dette, tout en poursuivant les réformes climatiques dans le cadre de la FRD afin de soutenir une croissance durable, inclusive et tirée par le secteur privé.

IRAK

1. CHEVRON SIGNE UN ACCORD POUR L'EXPLOITATION DU CHAMP DE PÉTROLE DE WEST QURNA 2

L'entreprise américaine Chevron a signé le 23 février un accord avec la compagnie publique Basra Oil Company (BOC) portant sur le transfert de l'exploitation du champ pétrolier de West Qurna 2. La semaine précédente, BOC avait signé un accord avec le groupe privé russe Lukoil pour le transfert de l'exploitation de ce champ. Lukoil détenait une participation de 75 % du champ de West Qurna 2, le solde étant détenu par BOC, et en assurait

l'exploitation. En décembre 2025, le gouvernement irakien avait invité les compagnies américaines ExxonMobil et Chevron à déposer une offre en vue du rachat des activités de Lukoil à West Qurna-2. Cet appel d'offres faisait suite aux sanctions américaines à l'encontre des activités de Lukoil qui obligeaient le groupe russe à céder ses activités à l'international. West Qurna-2 a une production de 480 000 barils par jour, soit environ 12 % de la production de pétrole de l'Irak. Selon l'accord signé avec BOC, Chevron dispose d'une année pour négocier le rachat des parts de Lukoil dans le champ de West Qurna 2. Un second accord a été signé par Chevron avec les compagnies publiques Dhi Qar Oil Company et North Oil Company pour le développement des champs de pétrole de Nasiriyah et Balad. Ces accords marquent le retour de l'entreprise américaine en Irak. Ils ont été signés en présence de l'envoyé spécial américain pour l'Irak Tom Barrack et du Premier ministre Mohammed C. Al-Soudani.

IRAN

1. SUBVENTIONS SUR LES CARBURANTS PORTÉES À 36 MDS USD EN 2024/2025

Selon l'Organisation du budget et de la planification, sur la période 2011/2012–2024/2025, l'écart entre les prix intérieurs des carburants (essence et gazole) et les prix de référence internationaux - autrement dit, le niveau de « subvention masquée » - serait passé de 28 Mds USD (pour une consommation de 59 Mds de litres) à 36 Mds USD (pour une consommation de 86 Mds de litres). Par ailleurs, le montant des subventions énergétiques indirectes aurait atteint 111 Mds USD en 2024/2025. En 2015/2016 (12,5 Mds USD) et 2016/2017 (11,7 Mds USD), ces subventions avaient été nettement réduites, mais à partir du renforcement des sanctions américaines, une dynamique haussière s'est enclenchée en raison de la dépréciation du rial et de l'évolution des cours mondiaux des hydrocarbures. Au cours des 12 derniers mois, chaque habitant aurait en moyenne reçu 450 USD de subventions masquées, ce qui constitue, de loin, la contribution la plus importante au niveau de vie des ménages iraniens. Dans ce contexte, toute réforme des prix, si elle n'est pas accompagnée de mécanismes compensatoires ciblés, impacterait sévèrement le pouvoir d'achat des déciles les plus

modestes d'une population dont plus du tiers subsiste sous le seuil de pauvreté.

2. TRIPLEMENT DU CHARGEMENT DES PÉTROLIERS IRANIENS

Selon Kepler, au cours de la semaine écoulée, 3,78 Mb/j de pétrole brut et de condensats de gaz auraient été chargés sur les pétroliers affrétés par l'Iran, soit 27 M de barils, ce qui représente un triplement des volumes par rapport aux semaines précédentes (environ 10 Mb). Selon les experts, la capacité de stockage de la flotte utilisée par Téhéran aurait été portée à 200 Mb, ce qui laisse penser que le ministère du Pétrole anticipe une entrave à l'exportation du pétrole dans l'hypothèse d'un conflit armé. Le rapatriement insuffisant des devises issues de la vente de pétrole constitue néanmoins un problème majeur pour les autorités, à tel point que le ministère de l'Agriculture aurait procédé à des échanges de produits essentiels contre du pétrole brut, pour un montant total de 1,5 Mds USD, afin de soutenir les exportations d'hydrocarbures en dépit de la pression croissante exercée par les États-Unis.

3. CONTRÔLE DE LA MASSE MONÉTAIRE

La Banque centrale cherche à maîtriser la progression de la masse monétaire afin de contenir l'hyperinflation anticipée pour l'année 1405 (2026/2027), dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, la récession et la stagnation économique, aggravées par les troubles récents et la suppression des taux de change préférentiels. Plusieurs leviers de contrôle semblent illustrer la mise en œuvre de cette orientation : i) Sur le marché des « repos », malgré une hausse de la demande à 3,5 Mds USD, on observe une chute à 32 % du taux d'acceptation des demandes ; ii) Une réduction des facilités accordées aux entreprises, au regard de leurs besoins en fonds de roulement, estimée à 15 % ; iii) Une hausse du taux de rémunération des obligations d'État, à plus de 40 % sur le marché secondaire (Iran Fara Bourse), afin de freiner les flux de liquidité vers les marchés parallèles, notamment celui des devises. Ces mesures n'ont toutefois pas permis d'enrayer la dépréciation de la monnaie nationale, ni la baisse d'activité de la Bourse de Téhéran au cours des dernières semaines.

ISRAËL

1. UNE ANNÉE 2025 RECORD POUR LES GRANDES BANQUES ISRAËLIENNES

Selon les prévisions de Leader Capital Markets, les cinq principales banques israéliennes auraient enregistré un bénéfice net cumulé d'environ 8,3 Mds ILS au quatrième trimestre 2025, en hausse de 22 % en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année, leur bénéfice net cumulé atteindrait ainsi un niveau record d'environ 33 Mds ILS, en progression de 12 % en un an. Cette performance exceptionnelle se reflète également dans l'évolution de l'indice TA Banks-5, qui a progressé de 67 % au cours des douze derniers mois. Les valorisations boursières des banques se situent également à des niveaux élevés, avec des ratios cours/valeur comptable compris entre 1,45 pour Discount Bank et près de 2 pour Mizrahi Tefahot et International Bank. Les profits élevés des banques s'expliquent par l'environnement de taux élevés, la croissance du crédit (+10 % en 2025), de faibles pertes sur prêts et des mesures d'efficacité et de restructuration mises en œuvre ces dernières années.

2. LE GOUVERNEMENT ACCÉLÈRE LE DÉVELOPPEMENT DES DATA CENTERS POUR SOUTENIR L'IA

Le gouvernement israélien a décidé de classer les data centers comme « infrastructures nationales », ce qui permettra leur planification via la Commission des infrastructures nationales (VATL) et d'accélérer significativement les procédures d'autorisation. Cette décision s'accompagne d'une modification de la loi sur l'urbanisme et la construction afin de lever les obstacles réglementaires et de soutenir le développement des capacités nationales en intelligence artificielle. En parallèle, une équipe interministérielle pilotée par la direction des budgets du ministère des Finances a publié des recommandations visant à garantir le déploiement de ces infrastructures tout en préservant la résilience du réseau électrique. Celles-ci incluent notamment la création de « parcs énergétiques » dans des zones prioritaires, reposant sur le gaz naturel ou les énergies renouvelables, ainsi qu'une répartition géographique plus équilibrée des data centers en dehors du centre du pays.

3. LANCEMENT DU 5^{ÈME} APPEL D'OFFRES POUR L'EXPLORATION DE CHAMPS GAZIERS OFFSHORE

Le ministère israélien de l'Énergie a lancé une cinquième procédure d'appel d'offres pour l'exploration de gaz naturel dans les eaux israéliennes en Méditerranée, portant sur six blocs maritimes couvrant une superficie totale d'environ 8 600 km², sélectionnés à l'issue d'analyses géologiques et d'études sismiques approfondies. Les entreprises retenues se verront attribuer des licences d'exploration pour une durée initiale de trois ans, extensibles jusqu'à sept ans, la sélection reposant notamment sur la qualité du programme de travail proposé et le montant de la prime de signature versée à l'État. Cette nouvelle procédure intervient toutefois dans un contexte de résultats limités du précédent appel d'offres lancé en 2022 : sur les quatre zones proposées, l'une (zone H) n'a reçu aucune offre et sera remise en concurrence, tandis que certaines licences attribuées n'ont pas encore donné lieu à des activités d'exploration effectives. Selon plusieurs experts du secteur, le potentiel de découverte de nouveaux grands gisements comparables à Leviathan ou Tamar apparaît désormais plus incertain, et les découvertes futures seront probablement de taille plus modeste.

JORDANIE

1. BAISSÉ DE L'IPP (-0,75 %) EN 2025

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la production (IPP) a enregistré une baisse de -0,75 % en 2025, en glissement annuel (g.a.). L'analyse par secteur montre que les prix à la production des industries manufacturières ont diminué de -1,03 % alors que ceux des industries extractives ont augmenté de +0,56 % en g.a. Sur le mois de décembre, l'IPP a enregistré une baisse de -0,81 % en glissement mensuel. Pour rappel, l'IPP a enregistré une baisse de -0,58 % sur l'ensemble de l'année 2024 par rapport à 2023. En outre, toujours selon le département des statistiques (DoS), l'indice de production industrielle a enregistré une hausse de +1,3 % en glissement annuel (g.a.) en 2025. L'analyse par secteur montre que cette augmentation est principalement liée au secteur manufacturier – lequel représente 88,7 % de la production industrielle – qui a enregistré une hausse de production de +1,17 % en

g.a. L'industrie extractive (5,4 % de la production industrielle) et le secteur de l'électricité (5,9 % de la production industrielle) ont elles aussi observé des hausses, respectivement de +1,16 % et +2,82 % en g.a.

2. LANCEMENT DE L'IDENTIFICATION NUMÉRIQUE POUR LES TRANSACTIONS BANCAIRES

La Banque centrale de Jordanie (CBJ) a approuvé, le 15 février 2026, l'utilisation de l'identité numérique via l'application Sanad dans toutes les banques du Royaume. Cette décision officialise l'équivalence de l'ID numérique avec la carte d'identité nationale, pour toutes les transactions bancaires. Les clients peuvent présenter leur ID via l'app Sanad, vérifiée par des mécanismes électroniques sécurisés accrédités par la CBJ. La mesure vise à accélérer la transformation numérique des services financiers, conformément à la stratégie nationale. 2,1 millions de Jordaniens auraient déjà activé leur ID numérique sur Sanad d'après le ministre de l'Économie numérique et de l'Entrepreneuriat.

LIBAN

1. LE GOUVERNEMENT LIBANAIS SOUHAITE DÉMOCRATISER L'USAGE DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Le Haut conseil des Douanes du Liban a annoncé le 13 février 2026, pour une durée de cinq ans, l'exemption intégrale des frais de douane et de TVA des véhicules électriques importés vers le Liban. Cette disposition s'applique à l'ensemble des matériels roulants électriques : scooters, trottinettes ou vélos.

Les véhicules hybrides bénéficieront d'un abattement de 80 % des tarifs douaniers en plus d'une exonération de TVA.

Auparavant, les véhicules électriques et hybrides pouvaient bénéficier de réductions des droits de douane comprises entre 20 et 50 % selon leur prix.

2. 92 % DE LA POPULATION CONNECTÉE À INTERNET

À la fin de l'année 2025 le Liban comptait 5,4 M d'internautes, soit un taux de pénétration d'internet dans la population de 91,8 %, selon les données de DataReportal. Les réseaux sociaux affichent également une forte présence, avec 4,58 millions de comptes actifs soit 78,1 % de la population.

Les utilisateurs pâtissent en revanche de vitesses de connexion mobiles et fixe en dessous des moyennes mondiales, respectivement de 44 Mbps et 16 Mbps, contre 56 Mbps et 95 Mbps à l'échelle mondiale.

PALESTINE

1. À GAZA, LE PNUD COMMENCE À RETIRER LES DÉCHETS

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en coopération avec des organisations locales de la société civile, a lancé au début du mois une vaste opération de nettoyage dans la zone du marché Firas, au centre de Gaza-ville. Près de 370 000 tonnes de déchets s'y étaient accumulées durant plus de deux années de guerre, transformant le site en foyer majeur de pollution, dans un contexte d'effondrement des services municipaux, notamment la collecte des ordures et les systèmes d'assainissement.

Des camions et bulldozers du PNUD ont procédé à l'enlèvement des déchets et à leur transfert vers des zones éloignées des habitations. Selon les acteurs locaux, cette accumulation massive avait favorisé la propagation de maladies, d'insectes, de rongeurs et d'animaux errants, constituant un risque sanitaire grave pour les riverains.

Les habitants saluent une initiative porteuse d'espoir, estimant que l'assainissement du site constitue une étape essentielle vers l'amélioration des conditions de vie et la reconstruction progressive de Gaza.

2. COMMERCE EXTÉRIEUR : HAUSSE DES ÉCHANGES, MAIS DÉFICIT PERSISTANT EN 2025

Les données publiées par le Bureau central palestinien des statistiques montrent une forte progression des échanges extérieurs palestiniens en 2025, malgré un contexte politique et sécuritaire particulièrement tendu. Les importations ont augmenté de 19,3 %, passant de 6,3 Mds USD en 2024 à environ 7,6 Mds USD en 2025, tandis que les exportations ont progressé de 22,4 %, atteignant 1,8 Md USD contre 1,5 Md USD un an plus tôt.

Le volume total des échanges commerciaux a ainsi augmenté de 20 %, pour atteindre 9,4 Mds USD en 2025, contre 7,8 Mds USD en 2024.

Malgré la situation politique, Israël demeure de loin le premier partenaire commercial de la Palestine, avec environ 64 % du commerce extérieur. Les échanges bilatéraux ont augmenté de 20 %, pour atteindre environ 6 Mds USD en 2025, contre 5 Mds USD l'année précédente, confirmant sa place centrale dans la structure du commerce extérieur palestinien.

Malgré cette dynamique, le déficit commercial global s'est établi à 5,7 Mds USD en 2025.

SYRIE

1. MISSION DU FMI À DAMAS CONCLUANT À UNE AMÉLIORATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Une mission du Fonds monétaire international (FMI), s'est rendue à Damas du 15 au 19 février 2026, dans le but d'évaluer la situation économique de la Syrie et faire le point sur les réformes en cours. D'après le communiqué publié à l'issue de la mission, l'économie syrienne poursuit sa reprise, avec une accélération de l'activité ces derniers mois, du fait principalement de l'amélioration de la confiance, de la levée des sanctions, du retour d'une partie des réfugiés et d'une amélioration dans la fourniture d'électricité. Les perspectives pour 2026 sont jugées favorables, portées par de nouveaux projets d'investissement.

S'agissant des finances publiques, le budget 2025 s'est clôturé avec un léger excédent, tandis que le projet de budget 2026 prévoit une hausse marquée des dépenses en santé, éducation et infrastructures. Des garde-fous sont prévus en cas de recettes inférieures aux prévisions.

S'agissant des réformes attendues, les autorités souhaitent améliorer la transparence et l'efficacité des finances publiques, notamment *via* la numérisation. La réforme du secteur bancaire et le renforcement de l'indépendance de la banque centrale figurent également parmi les priorités. La banque centrale a maintenu une politique monétaire restrictive, contribuant au ralentissement de l'inflation et à l'appréciation du taux de change.

Le FMI prévoit de poursuivre son assistance technique, notamment en matière budgétaire, de gestion de la dette et de supervision bancaire, en soutien au plan de transformation stratégique du ministère des Finances (2026-2030) et de la stratégie nationale de la Banque centrale syrienne (2025-2030). L'amélioration des statistiques disponibles permettra également de préparer la reprise des consultations au titre de l'Article IV.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (MDs USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES FMI/BANQUE MONDIALE 2024-2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr